

17) Qu'est-ce que la propriété sociale ?

- La propriété sociale c'est l'ensemble des dispositifs de l'aménagement du salariat. Protection sociale et service public.
- invention élaborée au début du XX^e siècle, consiste à mettre à la disposition de tout citoyen un type de ressources particulier : non pas la possession directe d'un patrimoine privé mais un droit d'accès à des biens et à des services collectifs qui ont une finalité sociale. Cet outil de protection des individus est désormais affaibli et illustre la remise en cause du régime des protections.
- La propriété sociale est basée sur la capacité d'une communauté (par exemple d'un État) à se donner des lois, à taxer les individus ou à les obliger à se doter de certaines assurances dans le but de donner aux individus des droits (donc des *propriétés*) qui vont les protéger contre l'insécurité de la vie : droit à l'emploi, protection santé, sécurité matérielle, etc...
- A l'origine, la propriété Sociale est le résultat d'un compromis national entre les interlocuteurs sociaux, les organisations patronales et le mouvement ouvrier organisé. Elle repose d'une part sur l'acceptation des normes tayloriennes et fordiennes de production par les syndicats et les représentants du travail. D'autre part sur une formule salariale fondée sur la généralisation de l'emploi à durée indéterminée. Ce rapport salarial garantissait par le biais d'avantages financiers portant soit sur le salaire direct soit sur les avantages sociaux une progression du niveau de vie plus ou moins proportionnée à la dynamique de la productivité. la protection sociale et l'extension des services publics complétaient cette consolidation salariale en constituant un véritable contrepoids à une logique « purement » concurrentielle et en faisant reposer la stabilité de la condition salariale sur des droits collectifs conquis.

18) Peut-on dire que le travail a été « démarchandisé » après la seconde guerre mondiale ?

Reponse : OUI : la démarchandisation est au cœur du fordisme.

Démarchandisation = on ne traite pas le travail comme marchandise.

La macro-éthique fordiste sur la base de la neutralisation du « marché financier » et du « marché des biens » s'incarne dans toute une série d'institutions concourant à la **démarchandisation du travail**, et donc à la consolidation de la condition salariale dans le cadre plus vaste d'un rapport salarial administré.

Le processus de démarchandisation du travail prend la forme institutionnelle collective de l'emploi (au sens large, incluant la protection sociale), forme qui au-delà de l'espace productif capitaliste dominant, tend à se développer à toutes les formes publiques de mise au travail.

Au cœur du rapport salarial « fordiste » (cf 30 glorieuses) ou rapport salarial administré, l'emploi rassemble une série de dimensions constitutives de toute activité de travail intégrée au fonctionnement de nos économies : *la mobilisation du travail, l'usage du travail et l'entretien du travail*.

La mobilisation met en œuvre les règles d'accès au travail général pour tout individu. Dans nos sociétés, la reconnaissance de cet accès prend une voie majoritaire (le rapport de subordination à un employeur, privé ou public, ou à un donneur d'ordre) et une voie minoritaire (le travail

indépendant). Si l'on considère les seuls emplois salariés, la reconnaissance se formalise par le contrat de travail. Les règles d'usage concernent, quant à elles, directement l'exercice même du travail. Ces règles définissent le produit, la qualification, les compétences, les lieux, les horaires, l'intégration au collectif, le degré d'autonomie du travail exercé. Elles sont, pour l'essentiel, définies à un certain niveau de généralité par des dispositifs conventionnels, le plus souvent articulés à des dispositions légales (conventions collectives pour les salariés, contrats Etat-professions pour les indépendants). Quant aux règles concernant les modalités d'entretien du travail, elles concernent la rémunération et les ressources du travail au sens large (c'est-à-dire directe et indirecte).

Cette rémunération n'est pas marchande, mais relève d'un barème précis et connu de tous, fruit de la négociation collective et de la réglementation étatique. Il est ainsi possible, en 2006, de « savoir » qu'elle était la rémunération d'un individu, ouvrier tourneur-fraiseur de puis vingt ans dans une entreprise automobile, sans rien savoir des qualités propres de cet individu. Le salaire ne dépend en effet pas de la personne au travail, mais de son poste et de son ancienneté dans ce poste. Autrement dit la valeur du travail n'est pas connue par référence au rapport marchand par lequel chacun pourrait faire valoir sa valeur propre. Elle est entièrement déconnectée du marché et déterminé par voie « réglementaire ».

L'emploi se présente ainsi comme une construction sociale relevant d'un jeu complexe d'acteurs. Ces acteurs ne sont pas des individus, ou des groupes d'individus, ce sont des acteurs collectifs, fortement institués, et principalement : les syndicats d'employeurs et les syndicats de salariés. Ils gèrent, de façon paritaire, ce compromis salarial à travers des négociations régulières, nationales ou de branches mais pratiquement jamais situées au niveau de l'entreprise. Ils prennent des décisions qui ont force de loi : ces acteurs institués peuvent en effet s'appuyer sur l'Etat, qui joue le rôle de garant du bon respect des termes de l'accord. Il participe aux négociations et les oriente tel un arbitre, mais ne se considère pas comme un acteur évoluant sur le même plan que les patrons et les salariés.

19) Comment fonctionne le modèle économique des trente glorieuses ?

- Historiquement, l'expression « **Trente Glorieuses** » désigne la période de forte croissance économique qu'ont connue entre 1945 et 1974 une grande majorité des pays développés. La période d'une trentaine d'années (plutôt 28 ans), entre la fin de la Seconde Guerre mondiale en 1945 et le choc pétrolier de 1973 se caractérise, après un début difficile, par la reconstruction économique des pays dévastés par la guerre, par un plein emploi dans la grande majorité des pays, une croissance forte de la production industrielle (accroissement annuel moyen de la production d'environ 5%), et à une expansion démographique importante (le baby boom) dans certains pays européens et nord-américains – particulièrement en France, en Allemagne de l'Ouest (la RFA), aux États-Unis et au Canada.
- Economiquement, les 30 glorieuses voient naître le fordisme. La macroéthique fordiste se déploie sur la base de la « neutralisation » :
 - Neutralisation du « marché financier » : Le marché financier assure le financement de l'entreprise mais Il est mis à distance par les institutions issues de Brettons Wood et qui prennent en France la forme d'une finance administrée par l'Etat. La pression du marché financier est pratiquement nulle pendant cette période (de 1945 au milieu des années 70) au point que les entreprises profitant de taux d'intérêt fréquemment négatifs.
 - Neutralisation du « marché des biens et services » : Le marché des biens et services se caractérise pendant la période par une faible injonction à la compétitivité prix : La reconstruction, le rattrapage des USA, le nouvel équipement des ménages en biens semi-

durables ouvrent aux entreprises un vaste débouché. Le marché des biens est alors un marché de biens « standards », permettant à des industries de process de se développer et de se concentrer sur l'innovation technologique dans les procédés de fabrication ou les performances des produits. Le client, comme acteur, est absent du processus de production.

- Neutralisation de la contrainte environnementale

Elle repose sur:

- ➔ compromis autour du principe du progrès compris comme progrès matériel, technique,
- ➔ sur la méconnaissance des pollutions et de leurs effets
- ➔ sur la prégnance du paradigme scientifique considérant la nature comme inaltérable et renouvelable

Mais cette période est de courte durée puisque au début des années 70 le modèle d'accumulation fordiste entre en crise sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs:

- Crise Politique et sociale

Elle se situe avec une inégale intensité des deux « côtés » du compromis capital/travail : refus du taylorisme, refus de la baisse de la rémunération du patrimoine. Les salariés dénoncent le caractère avilissant du taylorisme

- Crise financière

La révolte des rentiers et la volonté des Etats-Unis de retrouver une marge de manœuvre financière amène à la déconstruction progressive de Bretton Wood.

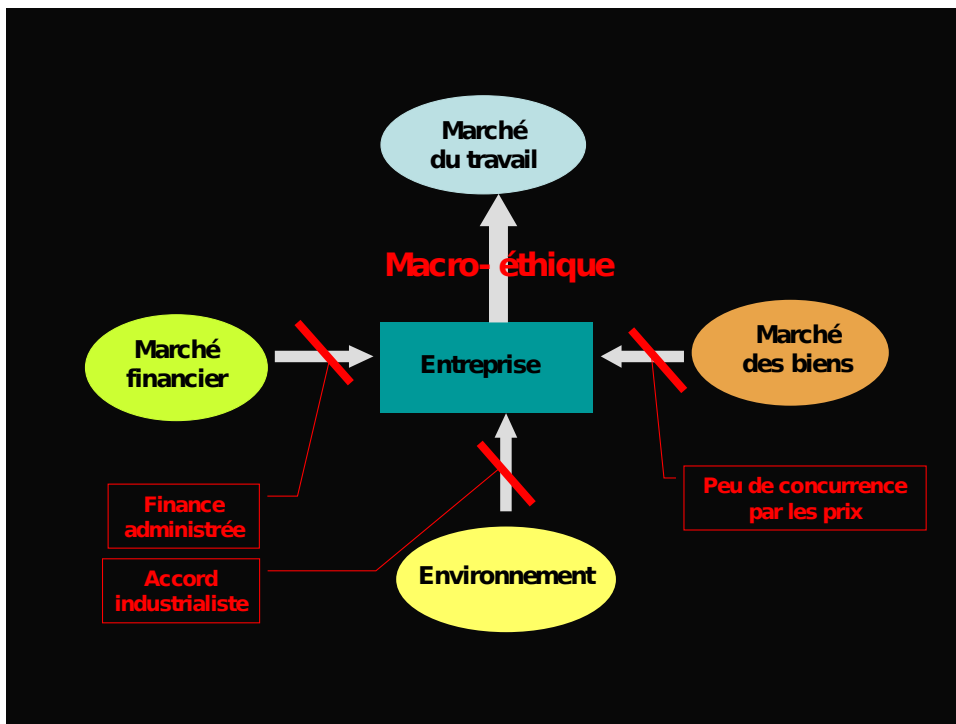
puis le boom aux USA puis en Europe (à la fin des années 70) des marchés financiers, largement alimentés par les emprunts publics visant à compenser les déficits contractés pendant les premiers temps de la crise du fordisme.

- Crise Environnementale

Une série de catastrophes industrielles très médiatisées à la fin des années 60 marque le début d'un mouvement de contestation de la liberté des entreprises à disposer de l'environnement. Ceci entraîna la constitution d'associations de protection de la nature au niveau national et international (Greenpeace France, les amis de la terre, WWF se sont toutes créées à cette époque). Parallèlement, la croissance initiale du prix des énergies fossiles, à commencer par le pétrole touche profondément les activités des entreprises notamment parce qu'elles ne l'avaient pas anticipé par une politique de recours aux ressources naturelles prudente (l'intensité énergétique des activités n'a jamais été aussi importante que durant les Trente Glorieuses,

- Crise commerciale

la fin de la période de rattrapage des USA, la saturation, temporaire, des marchés de biens semi durables, la croissance de la compétition internationale consacre le retour de la compétitivité prix.



SI vous comprenez ce schéma, c'est ce qui explique le système économique des 30 glorieuses.